

<https://www.erudit.org/fr/>

La genèse d'une communauté canadienne-française en Nouvelle-Angleterre; Lewiston, Maine, 1800-1880

YVES FRENETTE

Résumé

Le présent article a pour sujet la genèse d'une communauté canadienne-française en Nouvelle-Angleterre, celle de Lewiston, Maine, avant 1880. L'auteur décrit d'abord la localité à la veille de l'arrivée des premiers Canadiens français en 1860, s'attardant plus particulièrement aux bouleversements causés par la Révolution industrielle, qui fit de Lewiston un des plus importants centres textiles des États-Unis. Il explique ensuite la nature des migrations canadiennes-françaises au 19^e siècle, et le rôle de premier plan qu'y jouaient la famille et la parenté. De fait, la famille était la cellule de base de la communauté ethnique en formation. L'économie familiale caractérisait les ménages nucléaires et se tissèrent entre ceux-ci et les manufactures de coton des liens étroits et complexes. La parenté aussi avait des fonctions économiques, sociales et psychologiques, facilitant l'adaptation des migrants dans leur nouveau milieu, un milieu où les conditions d'existence étaient très précaires. De cette masse de paysans devenu ouvriers émergea une petite-bourgeoisie composée d'hommes d'affaires, de professionnels et de prêtres. Ces hommes utilisèrent leur pouvoir pour intensifier le sentiment religieux de leurs coreligionnaires et pour tenter d'instiller en eux l'idéologie de la survivance culturelle. Certains prirent leur distance de la masse des migrants, alors que d'autres, le curé et les professionnels notamment, travaillèrent à la création d'un réseau institutionnel centré sur la paroisse, contribuant ainsi à la création d'un réseau solide et à transformer les migrants en immigrants.

* * * * *

This article examines the emergence of a French-Canadian community in New England, that of Lewiston, Maine, before 1880. It first describes the area before the arrival of the initial French Canadians in 1860, focusing especially on those changes wrought by the Industrial Revolution, which transformed Lewiston into one of the most important centres of textile production in the United States. It proceeds to explain the character of the in-migration in the nineteenth century, and focuses on the central role played by the immediate and extended family. In fact, the family unit was central to the emerging ethnic community. The family economy was founded on the nuclear household, and a

Ce texte porte le même titre que ma thèse de doctorat soutenue à l'université Laval en 1988, dont il reprend certains aspects. Je tiens à remercier Mary Elizabeth Aubé, du Collège universitaire Glendon, et Yves Roby, de l'Université Laval, pour leur aide précieuse.

closely knit and complex web of relationships was woven among family members and between them and the cotton manufacturers. Family ties also played economic, social, and psychological roles within the community, easing the transition of new arrivals into an often precarious economic situation. From this group of rural-workers-turned-labourers emerged the petite-bourgeoisie of businessmen, professionals, and priests. These men would use their community influence to strengthen the religious sentiments of their fellow Catholics, in an attempt to instill in them the ideology of cultural survival. Some set themselves at a distance from the vast majority of the migrants, whereas others — notably the curé and the professional élite — would work towards the establishment of an institutional support network centred on the parish. This element would help to establish this ethnic group solidly within the roader social framework and would contribute towards the transformation of these French-Canadian migrants into an identifiable immigrant community.

En 1860, Georges Carignan, Emilie Perreault et leurs enfants immigrèrent à Lewiston. Les Carignan étaient les premiers Canadiens français à s'installer dans cette localité du Maine. Pendant la décennie suivante, plus de 600 compatriotes les suivirent et, en 1880, la colonie canadienne-française comptait 4475 personnes¹. Le présent article veut expliquer la genèse de cette communauté ethnique. Il s'inscrit dans la foulée des travaux qui, depuis vingt ans, ont renouvelé nos perspectives et nos connaissances sur les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre. Il en reprend les principaux thèmes, processus migratoire, économie familiale, qualité de vie, naissance d'une petite-bourgeoisie immigrante, développement d'un réseau institutionnel, tout en les nuanciant et en intégrant ces divers éléments constitutifs dans la formation d'une communauté ethnique².

Lorsque la famille Carignan s'installa à Lewiston, la localité était en pleine transformation. Quarante ans plus tôt, une petite manufacture textile avait vu le jour et

1. *U.S. Manuscript Census of Population, 1870, 1880*. À moins d'indication contraire, nos données proviennent de cette source.
2. Parmi les historiens des Franco-Américains, seule Frances Early a étudié la période de formation d'une communauté canadienne-française: "Mobility Potential and the Quality of Life in Working-Class Lowell, Massachusetts: The French Canadians ca. 1870", *Labour/Le Travailleur*, 2 (1977), pp. 214-228; "Commentaires", dans Claire Quintal, *Situation de la recherche sur la Franco-Américanie* (Québec, Le Conseil de la vie française en Amérique, 1980), pp. 26-29; "The French-Canadian Family Economy and Standard-of-Living in Lowell, Massachusetts, 1870", *Journal of Family History*, 7:2 (Summer 1982), pp. 180-199; "The Rise and Fall of Félix Albert: Some Reflections on the Aspirations of Habitant Immigrants to Lowell, Massachusetts in the Late Nineteenth Century", dans Raymond Breton et Pierre Savard, *The Quebec and Acadian Diaspora in North America* (Toronto, The Multicultural History Society of Ontario, 1982), pp. 25-38; "The Settling-In Process: The Beginnings of Little Canada in Lowell, Massachusetts in the Late Nineteenth Century", dans Claire Quintal, *The Little Canadas of New England* (Worcester, Mass., French Institute/Assumption College, 1983), pp. 23-43. Pour un bilan critique de l'historiographie franco-américaine, consulter Yves Roby, "Un Québec émigré aux Etats-Unis: bilan historiographique", dans Claude Savary, *Les rapports culturels entre le Québec et les Etats-Unis* (Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984), pp. 103-129.

plusieurs entrepreneurs locaux avaient rêvé de faire de Lewiston un centre industriel de premier plan, en exploitant les ressources hydrauliques des chutes du fleuve Androscoggin et en construisant des manufactures. Ils s'étaient constitués juridiquement en 1836, mais, manquant de capital et de compétence technique, apeurés sans doute par la panique financière de 1837, ils avaient été incapables de concrétiser leurs projets et, en 1845, arriva sur la scène un groupe de capitalistes bostonnais qui allait faire de Lewiston une des grandes villes cotonnières de la Nouvelle-Angleterre. A l'aube de la Guerre civile, ils étaient à accumuler de grandes quantités de coton, ce qui leur permettait d'obtenir des contrats gouvernementaux pendant le conflit et de réinvestir une partie des profits dans l'expansion de l'industrie textile. En 1871, la localité comptait dix-sept grandes entreprises, dont neuf manufactures de coton et cinq de laine. Pendant que Lewiston produisait 32 millions de verges de coton, sa jumelle et rivale Auburn, située de l'autre côté de l'Androscoggin, était en voie de devenir la capitale de la chaussure du Maine³.

Naturellement, l'industrialisation provoqua de grands bouleversements à Lewiston. De 1810 habitants en 1840, la population passa à 13614 trente ans plus tard, une augmentation de plus de 652%. Cette explosion démographique suscita une grande expansion urbaine. Le village devenait ville. On ouvrait des rues, on construisait des maisons et des édifices. La localité avait l'apparence d'un grand chantier. Deux lignes ferroviaires la desservaient et une troisième allait bientôt naître. De partout dans le Maine et des autres Etats de la Nouvelle-Angleterre, on affluait vers "the Spindle City"⁴. Filles de fermiers en quête de travail et parfois d'aventure⁵, jeunes hommes entreprenants rêvant de succès, immigrants anglais, écossais et allemands dont l'expérience professionnelle dans leur pays en faisait des candidats idéaux aux postes de supervision et dans les emplois qualifiés des manufactures textiles, tous voyaient en Lewiston une Mecque qui comblerait leurs espoirs. La localité avait aussi attiré dès la fin des années 40 un contingent d'Irlandais qui travaillèrent à la construction des chemins de fer et des manufactures, et qui creusèrent le canal fournissant l'énergie à ces mêmes manufactures.

3. Pour une introduction à l'histoire de Lewiston, consulter James S. Leamon, *Historic Lewiston: A Textile City in Transition* (Auburn, Lewiston Historical Commission, 1976). Sur les débuts industriels de Lewiston, voir Alfred W. Anthony, "Notes Taken from a Survey of the Lewiston Journals from 1854 Forward. Relating to the Maine State Seminary, which Later Became Bates College, and the Community in which it Was Started" (texte dactylographié déposé à la George and Helen Ladd Library, Bates College, 1934); Nelson Digley, Jr., *Historical Sketch of Lewiston* (Lewiston Journal, 1871). Pour une chronique détaillée de l'industrie de la chaussure d'Auburn, voir Frederick Willard Downing, "A Preliminary Investigation of the Historical, Economic and Social Development of Auburn, Maine: The Boot and Shoe Industry" (B.A., Bates College, 1940).
4. Les statistiques de la population proviennent de *Fifth Annual Report of the City of Lewiston, 1870-71* (Lewiston, Journal Steam Press, 1871). Les rapports annuels de la municipalité (Lewiston, divers imprimeurs) permettent de saisir les transformations urbaines. On peut aussi suivre l'ouverture des rues dans City of Lewiston Records, City Clerk's Office, *Record of Streets*, Vol. I: Nov. 2, 1840-Aug. 4, 1919.
5. En 1870, la main-d'oeuvre du textile de Lewiston était féminine à 58 pour cent: Dingley, *op. cit.*, p. 10. Il est possible d'entrevoir la vie de ces femmes dans *Lewiston Evening Journal*, 19 novembre 1887, 10 octobre 1891, 15 février 1947; et surtout dans Bethel Historical Society, *Mill Girls Letters from Lewiston*, 21 lettres, 1868-1879.

manufactures, et qui creusèrent le canal fournissant l'énergie à ces mêmes manufactures. Conspués par les Yankees, les Irlandais étaient relégués dans les emplois non qualifiés et, sans ressource, dans des "patches" aux conditions insalubres. Menace sociale et économique, on leur reprochait aussi leur catholicisme et, en 1855, Lewiston entra dans les annales du "nativisme" lorsqu'on incendia leur chapelle devant une foule de 500 à 600 personnes qui applaudissaient. Ces tensions ethniques se manifesteraient bientôt sur la scène politique⁶.

Pour les édiles municipaux, qui partageaient l'idéologie du progrès des industriels et qui étaient souvent liés, d'une façon ou d'une autre, aux grandes manufactures, Lewiston était promis à un brillant avenir. Mais le changement comportait aussi un aspect négatif. La naissance d'un prolétariat industriel s'accompagnait d'une augmentation de la pauvreté et des problèmes de santé publique, et l'urbanisation rapide entraînait de nouveaux besoins, notamment en matière de police et d'éducation. Pour faire face à ces problèmes, Lewiston acquit le statut de cité en 1863. Mais même après cette réorganisation juridique, l'improvisation demeura une caractéristique de l'administration municipale⁷.

La formation de la communauté canadienne-française de Lewiston s'explique donc par le mouvement d'industrialisation qui changea la face de la Nouvelle-Angleterre au XIX^e siècle, mais elle s'inscrit aussi dans la continuité des mouvements de population qui eurent cours depuis la fondation de la Nouvelle-France et dans les bouleversements provoqués par la pénétration du capitalisme dans le mode rural québécois. En effet, la reproduction d'une société paysanne sur les rives du Saint-Laurent et ses affluents passait par l'ouverture de nouvelles terres, le plus souvent par simple débordement de la population sur des aires adjacentes, parfois par de véritables migrations, loin du milieu d'origine. Dans les deux cas, la famille était l'acteur principal de cette mobilité géographique. De nouveaux terroirs étaient ainsi remplis à chaque génération. La Conquête britannique de 1760 ne modifia pas en profondeur ce processus, sauf que les pratiques migratoires devaient maintenant tenir compte d'une nouvelle volonté de mise en valeur du territoire. À partir de 1791, le canton remplaça la seigneurie comme unité de colonisation, ce qui résulta en une réticence des Canadiens français à s'établir dans certaines zones, notamment les Cantons de l'Est. Cette nouvelle réalité sociopolitique, dans un contexte de fort régime démographique, aggravait le problème de la rareté grandissante des terres agricoles⁸.

6. La population irlandaise de Lewiston était de 764 en 1850, de 3.000 en 1869 et de 3.978 en 1880. Voir Leamon, *op. cit.*, pp. 15-16; Margaret J. Buker, "The Irish in Lewiston, Maine: A Search for Security on the Urban Frontier, 1850-1880", *Maine Historical Society Quarterly*, 13: 1A (Special, 1973), pp. 3-25.

7. Les rapports municipaux constituent une bonne source d'information sur ces questions. Aussi, Geneva Kirk & Gridley Barrows, *Historic Lewiston: Its Government* (Lewiston, Lewiston Historical Commission, 1982).

8. Les travaux sur la mobilité géographique des Québécois se sont multipliés depuis quelques années. Serge Courville en a fait une synthèse intéressante dans "Espace, territoire et culture en Nouvelle-France: une vision géographique", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37: 3 (décembre 1983), pp. 417-429. Voir aussi l'abondante production du SOREP, entre autres Gérard Bouchard, "Sur la reproduction en milieu rural: systèmes ouverts et systèmes clos", *Recherches sociographiques*, 28: 2-3 (1987), pp. 229-252.

Au XIX^e siècle, les campagnes québécoises connurent les bouleversements associés avec la pénétration du capitalisme, d'abord marchand, puis industriel. Le phénomène avait débuté lentement au siècle précédent et faisait maintenant sentir toute sa force. Il prenait plusieurs visages. Dans certains cas, c'était un marchand qui encourageait les habitants à augmenter leurs surplus agricoles, ne situation qui créait la différenciation sociale dans les campagnes et une classe de ruraux dépourvus de terre. Ailleurs, les activités de recrutement des compagnies de fourrures, dans le dernier stade de leur existence, introduisirent le travail à gages et le demi-abandon de l'agriculture. Le plus souvent, c'est l'industrie forestière qui assura la transition du monde paysan à celui de l'échange. À partir de 1810, lorsque la Grande-Bretagne abolit les tarifs sur les bois en provenance de ses colonies, les produits forestiers eurent la part du lion dans les exportations du port de Québec et une partie de la population trouva un revenu d'appoint dans le travail en forêt. Au milieu du siècle, l'énergie débordante des entrepreneurs, qui trouvaient les ressources dont ils avaient besoin aux marges de l'oekoumène, engendra un système agro-forestier où le colon partageait son temps entre la terre, le chantier et parfois la scierie. Dans d'autres cas, beaucoup plus rares, les ruraux passèrent directement de la ferme à la fabrique, située dans un bourg ou à la ville⁹.

La pénétration capitaliste du Québec rural ne se fit pas sans heurt. Dépendant, dans une certaine mesure, du marché, l'habitant en subissait les contrecoups. À partir de 1830, la concurrence grandissante des régions plus à l'ouest s'ajouta à une suite de mauvaises récoltes pour créer de grandes difficultés économiques¹⁰. Lorsqu'une dépression économique se produisait ou que l'entrepreneur, pour une raison ou une autre, n'engageait plus, c'était carrément la misère, comme à Sorel, en 1821, quand la Compagnie du Nord-Ouest s'effondra¹¹. Le même phénomène avait cours dans l'industrie forestière. Le Québécois devenait un demi-prolétaire ou un prolétaire. Dans les campagnes, le nombre de travailleurs agricoles augmentait. On peut penser que, découragés par une situation désastreuse, des cultivateurs cherchèrent aussi des revenus dans d'autres activités et, parfois, abandonnèrent complètement la culture de la terre.

9. Le Québec rural du 19^e siècle demeure mal connu, en dépit des recherches effectuées depuis vingt-cinq ans. Aux ouvrages classiques de Fernand Ouellet (*Histoire économique et sociale 1760-1850: Structures et conjoncture*, 2 vols. Montréal, Fides 1971) et de Jean Hamelin et Yves Roby (*Histoire économique du Québec 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971), il faut ajouter celui d'Allan Greer, l'un des seuls historiens à s'être intéressé à la pénétration du capitalisme marchand: *Peasant, Lord, and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes 1740-1840* (Toronto, University of Toronto Press, 1985). Sur le système agro-forestier, consulter Normand Séguin, *La conquête du sol au 19^e siècle* (Montréal, Boréal Express, 1976); IDEM, "L'économie agro-forestière: genèse du développement au Saguenay au 19^e siècle", dans *Agriculture et colonisation au Québec* (Montréal, Boréal Express, 1980), pp. 159-164. Dans plusieurs articles, le géographe Serge Courville a récemment nuancé le caractère agraire du Bas-Canada. Voir particulièrement "Un monde rural en mutation: le Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle", *Histoire sociale-Social History*, XX: 40 (novembre 1987), pp. 237-258.
10. Robert Armstrong, *Structure and Change: An Economic History of Quebec* (s.l., Gage Publishing Co., 1984), pp. 71-81.
11. Greer, *op. cit.*, pp. 187-188. Consulter aussi Yves Roby, "L'évolution économique du Québec et l'émigration (1850-1929)", dans Claire Quintal, *L'émigrant québécois vers les États-Unis: 1850-1920* (Québec, Le Conseil de la vie française en Amérique, 1982), pp. 8-20.

Dans certaines régions et localités, la mécanisation et la spécialisation apparaissaient comme des solutions viables à plusieurs agriculteurs, mais ici encore ces processus avaient pour résultat d'envenimer la situation difficile des journaliers en réduisant le de bras nombre nécessaires au travail de la ferme. Ailleurs, en région périphérique surtout, le système agro-forestier assurait l'expansion d'une agriculture de subsistance, de par sa nature non génératrice de revenus et de capital¹².

Inscrite dans le paysage québécois depuis presque deux cent ans, la mobilité géographique prit une ampleur nouvelle au milieu de siècle. Parce qu'on était criblé de dettes, parce qu'on avait perdu son emploi, parce qu'on voulait assurer l'intégrité de la famille ou tout simplement améliorer sa situation, la migration, à des degrés divers, faisait désormais partie de la vie des gens¹³. On partait le temps d'une saison, revenant une fois les récoltes ou la coupe forestière terminée. Ou on quittait le village natal pour de bon et on s'essayait à "faire de la terre" dans une région neuve. Plus rarement, on partait pour la ville, essentiellement Québec et Montréal, mais là aussi la situation était difficile, la concurrence pour les emplois féroces et les départs nombreux, surtout dans la première aux prises avec une transition causée par le déclin du commerce du bois et de la construction navale, la perte de statut de capitale nationale en 1867 et le départ de la garnison britannique en 1871¹⁴. Et on partait pour les Etats-Unis, le Mid-Ouest et, de plus en plus, la Nouvelle-Angleterre. Dans cette dernière région, c'étaient les zones

-
12. Il y aurait une belle étude à effectuer sur les travailleurs ruraux. A peine peut-on glaner quelques renseignements dans Greer, *op. cit.*, pp. 216-226; Hamelin-Roby, *op. cit.*, p. 69; Ouellet, *op. cit.*, p. 457; Normand Séguin, "Problèmes théoriques et orientation de recherche", dans *Agriculture et colonisation...*, pp. 195-196; Serge Courville, "Le marché des "subsistances". L'exemple de la plaine de Montréal au début des années 1830: une perspective géographique", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42: 2 (automne 1988), pp. 227-229.
 13. Une enquête gouvernementale de 1849 établit les "classes d'émigrants" vers les Etats-Unis: "Emigration des Canadiens vers les Etats-Unis", dans Maurice Poteet, *Textes de l'exode* (Montréal, Guérin Littérature, 1987), pp. 33-35. Pour avoir une idée plus précise des mécanismes de sélection qu'entraînent les migrations, il faudra attendre les résultats de l'enquête menée par Bruno Ramirez et son équipe à l'Université de Montréal. Pour une présentation de ce projet, voir "The Emigration from Quebec to the USA, 1870-1915: Questions of Sources, Method, and Conceptualization", working paper, Université de Montréal, 1988.
 14. Sur les problèmes de la ville de Québec, consulter John Hare et al., *Histoire de la ville de Québec 1608-1871* (Montréal, Boréal/Musée canadien des civilisations, 1987), pp. 258-267. Sur la faiblesse du réseau urbain, voir Ralph Dominic Vicero, "Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900: A Geographical Perspective" (Ph.D., University of Wisconsin, 1968), pp. 12, 69-71.

frontalières qui attirèrent d'abord, puis, avec l'extension du réseau ferroviaire et l'industrialisation, les localités plus au sud¹⁵.

L'itinéraire de la famille Carignan illustre bien la centralité des migrations pour les Canadiens français du XIXe siècle et la complexité de leurs expériences. Ainsi, Georges était né à Kingsey Falls, dans le Centre du Québec, vers 1816. A l'aube de la trentaine, il devint un des premiers colons de Wotton, situé à 24 kilomètres au sud-est de son village natal. Peu après, le ménage transporta ses pénates au Vermont, où il demeura jusqu'en 1860, alors qu'il s'installe à Lewiston¹⁶. Les époux Carignan avaient donc vécu dans au moins deux paroisses québécoises et, de façon typique, s'étaient enfoncés quelque peu dans l'intérieur, dans ce cas-ci du nord au sud, pour participer au mouvement de colonisation. Plus de la moitié des Canadiens français de Lewiston étaient nés dans une paroisse de colonisation et, de la moitié restante, une bonne proportion y avait vécu à un moment donné¹⁷. Poussant toujours vers le sud, les Carignan s'étaient installés à Peabody, Vermont, attirés par la grande activité forestière qui y régnait, pour finalement aboutir dans un centre industriel¹⁸. Le phénomène de migration par étape n'est pas quantifiable, puisque nous ne pouvons effectuer de série, mais les exemples pullulent. Comme 94 pour cent des Canadiens français de Lewiston avant 1880, les Carignan étaient donc essentiellement des ruraux transplantés en ville. Pourtant, on peut penser que leur migration par étape, et en particulier leur passage dans le grand chantier qu'était alors le Vermont, adoucit leur adaptation au milieu industriel et urbain¹⁹.

Contrairement aux Carignan, la majorité des Canadiens français qui choisirent Lewiston comme lieu de résidence entre 1860 et 1880 n'étaient pas des immigrants, mais

15. Sur l'ampleur et les caractéristiques générales du mouvement d'émigration, la meilleure source demeure la thèse, malheureusement jamais publiée, de Vicero, *loc. cit.* À compléter par les travaux de Yolande Lavoie: *L'émigration des Canadiens aux Etats-Unis avant 1930: Mesure du phénomène* (Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1972); *L'émigration des Québécois aux Etats-Unis de 1840 à 1930* (Québec, Editeur officiel, 1974); "Les mouvements migratoires des Canadiens entre leur pays et les Etats-Unis au XIXe siècle", dans Hubert Charbonneau, *La population du Québec: études rétrospectives* (Montréal, Boréal Express, 1973), pp. 73-88. Aussi, les articles de Gilles Paquet: "L'émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre 1870-1910: prises de vue quantitatives", *Recherches sociographiques*, 5: 3 (septembre-décembre 1964), pp. 319-370; (avec Wayne R. Smith), "L'émigration des Canadiens français vers les Etats-Unis, 1790-1940", *Actualité économique*, 59: 3 (septembre 1983), pp. 423-453.
16. Louis-Joseph Martel, "Les Canadiens de Lewiston. Aperçu historique de cette ville florissante", *Le Philanthrope*, 1: 2 (août 1892), supplément, p. 30. *Paroisse Saint-Pierre et Saint-Paul. Lewiston, Maine 1971. Centenaire. Album Souvenir* (Lewiston, 1971).
17. Pour les fins de cet article, nous considérons comme paroisse de colonisation une localité où un prêtre résident fut nommé après 1840, tel que relevé dans Hormidas Magnan, *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec* (Arthabasca, L'imprimerie d'Arthabasca, 1925).
18. En 1840, 60 pour cent des Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre résidaient au Vermont. Vingt ans, plus tard, cet Etat était toujours bon premier, mais le pourcentage des Canadiens français avait baissé à 44 pour cent: Vicero, *loc. cit.*, p. 103.
19. Grâce à des forages dans les registres d'état civil de la municipalité de Lewiston (naissances, mariages, décès), nous avons pu déterminer le lieu d'origine précis pour 250 ménages et/ou individus en provenance du Québec.

des migrants. Ils n'avaient pas l'intention de s'établir à demeure, mais espéraient plutôt y gagner leur vie pendant un certain temps. Dans leur esprit, la frontière canado-américaine n'existait pratiquement pas²⁰. Ainsi, 67 pour cent des individus dénombrés au recensement de 1870 ne peuvent être retracés dix ans plus tard, un phénomène qui semble universel. Les célibataires partaient autant que les ménages, les hommes autant que les femmes. Cependant, les ouvriers non qualifiés et les gens démunis, deux catégories qui se recoupaient, étaient plus enclins à quitter la ville, ce qui témoigne de l'importance des facteurs économiques dans la mobilité²¹. Certains partirent pour l'Ouest, mais la plupart demeurèrent dans la zone migratoire constituée par la Nouvelle-Angleterre et le Québec. Dans cette province, les retours "d'expatriés" étaient nombreux. Vicro a évalué qu'au XIXe siècle, la moitié des migrants de la Nouvelle-Angleterre y retournèrent²². En période de crise économique, les départs de Lewiston étaient quotidiens. Une bonne partie du va-et-vient était aussi dû aux migrations saisonnières. On restait à Lewiston de l'automne à la fin du printemps, alors qu'on rentrait au Québec pour participer aux travaux des champs.

La grande mobilité géographique des Canadiens français est un élément central dans leur expérience en Nouvelle-Angleterre. Se déplaçant de ville en ville, retournant souvent au Québec, ils étaient perçus par leurs contemporains comme des oiseaux de passage auxquels on ne pouvait se fier et qui étaient indifférents ou carrément hostiles à l'action ouvrière. Plus près de nous, des historiens ont repris cette opinion et ont, avec raison, attribué partiellement à la mobilité géographique et à la proximité du Québec le non enracinement des Canadiens français dans leurs localités d'adoption et la lenteur de leur acculturation. Mais, d'un autre côté, leurs nombreux déplacements dans des villes et régions qui se ressemblaient souvent, ont pu faciliter leur adaptation et atténuer quelque peu les effets négatifs de leur mobilité. Malgré leur grande instabilité, ils purent ainsi jeter les bases de communautés en Nouvelle-Angleterre²³.

21. Les sources de base pour cette enquête sont les recensements manuscrits de 1870 et de 1880, ainsi que le livre d'évaluation municipale de 1880: City of Lewiston Records, Assessor's Office, *Valuation Book*, 1880. Il est plus difficile de retracer les femmes, qui n'apparaissent pas dans cette dernière source et qui changent de nom au mariage. Une mince proportion d'individus ont sans doute déménagé dans la ville jumelle, Auburn. Un sondage dans les bottins municipaux de cette localité a montré qu'on ne peut s'y fier pour la population canadienne-française. Un certain nombre d'individus ne sont pas partis de Lewiston, mais y sont décédés avant 1880. Les Canadiens français eurent leur propre cimetière en 1876, mais leur absence quasi complète dans une liste nécrologique avant la décennie de 1880 nous fait douter de la fiabilité des registres pour cette période. Pour contrebalancer cette sous-évaluation de la persistance, nous avons considéré comme immobiles les individus absents en 1880, mais décédés à Lewiston après cette date: Youville Labonté, *The Necrology of St. Peter and Paul's Cemetery 1870-1976* (Auburn, Youville Labonté, s.d.), 2 vol.
22. Ralph D. Vicro, "Sources statistiques pour l'étude de l'immigration et du peuplement canadien-français en Nouvelle-Angleterre au cours du XIXe siècle", *Recherches socio-graphiques*, 12: 3 (septembre-décembre 1971), p. 361.
23. Nous empruntons cette idée à Marcella H. Sorg, "Contrasting Local Ethnic Endogamy with Natal Origins" (communication présentée au University of Maine Franco-American Faculty Seminar, février 1980), p. 11.

À Lewiston, comme ailleurs en Nouvelle-Angleterre, l'industrie textile constituait la raison d'être de la colonie canadienne-française. En 1880, 73 pour cent de la main-d'oeuvre active canadienne-française y travaillait et 80 pour cent des maisonnées y contribuaient au moins d'un membre. Presque tous les enfants actifs (94 pour cent) et toutes les femmes de dix-sept ans et plus (96 pour cent) y trouvaient de l'emploi. Cependant, le textile ne représentait la source unique de revenu que dans 31 pour cent des foyers. C'est que la proportion d'hommes qui y travaillaient, était beaucoup plus petite (42 pour cent), en particulier chez les chefs de famille (26 pour cent). Les entreprises textiles étaient réticentes à engager des ouvriers plus âgés qui ne leur apparaissaient pas aussi productifs que les jeunes et qui, croyait-on, ne constituaient pas une main-d'oeuvre aussi bon marché et docile que les femmes et les enfants. En outre, les hommes d'âge mur, habitués à la vie au grand air, refusaient parfois l'embrigadement industriel. Pour cette raison et aussi parce qu'ils avaient plus de possibilités d'emploi à l'extérieur du textile, la minorité d'hommes qui y travaillaient demeuraient un peu moins longtemps que leurs compagnes à la manufacture²⁴.

Pour des gens qui n'avaient pas de qualification professionnelle particulière, le travail dans le textile était une occasion en or, puisqu'il ne requérait en général que peu d'apprentissage et aussi parce que les Canadiens français pouvaient y pratiquer au maximum une économie familiale, sous l'oeil complaisant d'entrepreneurs qui avaient vite réalisé les avantages du système. En 1880, un peu plus de la moitié des 650 maisonnées canadienne-françaises de Lewiston avaient au moins un enfant qui travaillait à l'extérieur de la maison²⁵; 72 pour cent des individus âgés de dix à seize ans participaient à l'économie familiale, représentant 26 pour cent de la main-d'oeuvre canadienne-française. Comme le soulignait un contemporain, le jésuite Edouard Hamon: "Une famille nombreuse est, en effet, un capital qui fructifie merveilleusement aux Etats..."²⁶.

En fait, comme l'a si bien montré Tamara Hareven, l'intégration de la famille et du travail se maintint dans les villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre, ce qui facilita l'adaptation des migrants à leur nouveau milieu. A la manufacture, les réseaux de parenté faisaient office d'agence de placement. Quand une entreprise engageait quelqu'un, elle s'assurait en même temps d'un réservoir d'au moins une dizaine de personnes. Comme l'embauche était la responsabilité des contremaîtres, des familles entières se retrouvaient dans la même salle, travaillant côte à côte et occupant souvent les mêmes fonctions. Les listes de paye de la Bates Manufacturing Company en 1870, et

24. Entre janvier et octobre 1880, 41 pour cent des hommes demeurèrent à la manufacture, comparé à 49 pour cent des femmes: Bates Fabrics Records, *Payroll, Bates Mill no 1*, 29 octobre 1879-27 novembre 1880. Sur les politiques d'embauche des entreprises textiles, consulter Gerald Blazon, "A Social History of the French-Canadian Community of Suncook, New Hampshire (1870-1920)" (M.A., University of New Hampshire, 1974). Pour un exemple d'un Canadien français d'âge mûr qui refusa d'entrer à la manufacture, voir A. W. Auger, "Wotton", texte dactylographié déposé à la Lewiston Public Library, 1947, p. 10.
25. Dans ce cas précis, "enfant" désigne toute personne qui vit sous le même toit que ses parents, peu importe son âge.
26. Edouard Hamon, *Les Canadiens-français de la Nouvelle-Angleterre* (Québec, N.S. Hardy, 1891), p. 16.

encore plus en 1880, témoignent de ce phénomène. A cette dernière date, les 72 ouvriers canadiens-français du moulin no 1 n'y représentaient que 11 pour cent de la main-d'oeuvre, mais les trois-quarts travaillaient dans les départements de filage (43 pour cent) et de cardage (31 pour cent). Sans doute, ces ouvriers étaient apparentés et provenaient des mêmes régions du Québec. Le contemaître aimait employer le parent d'un travailleur déjà présent à la manufacture, car il savait que la réputation de ce dernier dépendait en partie de la performance du nouveau venu. Par conséquent, la recrue serait encadrée et ferait son apprentissage dans des conditions d'efficacité. Du point de vue ouvrier, la présence de parents et d'amis était synonyme de sécurité matérielle et émotive dans un système où le procès de production requérait la coopération²⁷.

Cellule de base de la société québécoise, la famille continuait donc de jouer un rôle important en Nouvelle-Angleterre. En fait, l'institution familiale tenait une place centrale dans le processus migratoire. D'abord, parce que c'est en famille qu'on émigrerait. Plus de 90 pour cent des migrants étaient membres de maisonnées où ils avaient au moins un parent. Le nombre de pensionnaires sans aucun lien de parenté dans leur maisonnée n'était que de 12 pour cent en 1870 et de 15 pour cent dix ans plus tard²⁸. Le tableau 1 permet de saisir la migration à Lewiston à deux moments. En 1870, le mouvement était composé aux trois quarts de ménages nucléaires. Dix ans plus tard, ceux-ci comptaient pour la moitié, le reste étant formé de ménages multiples et élargis²⁹. En plus de refléter une stratégie d'adaptation urbaine, les chiffres de 1880 témoignent du rôle de la migration en chaîne après l'arrivée des premiers migrants. La présence de ménages élargis montre aussi que le mouvement d'émigration incluait maintenant tous les groupes d'âge³⁰.

-
27. Voir l'importante monographie de Tamara K. Hareven, *Family Time and Industrial Time. The Relationship Between the Family and Work in a New England Industrial Community* (Cambridge, Cambridge University Press, 1982). Les données sur la force ouvrière proviennent de Bates Fabrics Records, *Payroll, Bates Mill no 1*, 1er mars 1869-30 juillet 1870, 29 octobre 1879-27 novembre 1880. À noter que, en 1880, les Canadiens français représentaient environ 30 pour cent de la main-d'oeuvre du textile de Lewiston.
 28. En 1870, la proportion de parents est grandement sous-estimée, puisqu'elle est fondée sur l'identification des patronymes. Sont ainsi évacués les parents qui ont un patronyme différent de celui du chef de famille. Le recensement de 1880 a l'avantage de mentionner la relation de chaque individu au chef de famille. Mais encore ici une personne identifiée comme pensionnaire peut être en fait apparentée au chef de famille ou à son conjoint.
 29. Un ménage nucléaire est une unité conjugale composée du mari, de la femme et des enfants. Dans certains cas, le couple n'avait pas d'enfant ou l'un des époux était absent, généralement parce que décédé. Nous avons considéré comme ménages élargis les maisonnées où vivaient deux unités conjugales de générations différentes ou encore où des petits-enfants étaient présents. Les ménages multiples avec parent sont ceux composés d'au moins deux unités conjugales de la même génération et apparentées, ou d'une unité conjugale et d'un pensionnaire apparenté. Les ménages multiples sans parent sont formés de deux unités conjugales non apparentées ou d'une unité conjugale et d'un pensionnaire sans parent. Les ménages de pensionnaires sont ceux où le ou la chef de famille n'était pas canadien-français.
 30. Bien que révélatrice, notre analyse ne fait qu'effleurer la question de la parenté chez les Canadiens français de Lewiston. Seule une reconstitution des réseaux de parenté, qui dépasse nos moyens, permettrait d'en évaluer précisément la place centrale.

Les rôles de l'institution familiale étaient multiples: soutien psychologique de ses membres, transmission de la langue et des traditions ancestrales et surtout unité socio-économique de base. La progéniture tenait, nous l'avons vu, une place importante dans l'économie familiale et le bien-être des migrants était intimement lié au cycle familial. On ne réalisait des économies qu'au moment où les enfants étaient assez vieux pour travailler, mais n'avaient pas encore quitté le nid. La famille assurait aussi sa subsistance et son bien-être en gardant ses grands enfants au foyer. Le recensement ne permet pas une étude approfondie de la question, mais l'impression qui se dégage en est une d'enfants dans la vingtaine, voire la trentaine, qui restaient à la maison, retardant ainsi leur mariage ou demeurant célibataires toute leur vie. Quand les parents vieillissaient et s'avéraient incapables de participer à la constitution du revenu familial, ils se mettaient à la charge de leurs enfants³¹.

Les filles contribuaient au revenu familial autant que les garçons, sinon plus, et celles qui étaient pensionnaires envoyaient probablement une partie de leurs gages à leurs parents restés au Canada³². Les célibataires représentaient 53 pour cent de la population féminine canadienne-française adulte de Lewiston en 1880. La très grande majorité (91 pour cent) travaillait à l'extérieur du foyer. Les Canadiennes françaises de moins de trente ans étaient d'ailleurs les seules Lewistonaises à travailler en grand nombre à l'extérieur du foyer (74 pour cent comparé à 40 pour cent pour les Irlandaises). Et plus elles vieillissaient, plus les migrantes restaient à la maison. C'est que le mariage signifiait la fin de leur participation active au monde du travail. Seulement 12 pour cent des femmes mariées travaillaient à l'extérieur du foyer. Si le mari tombait malade, s'il était en chômage ou si la venue prochaine d'un enfant exigeait des revenus supplémentaires, la femme retournait à la manufacture. Mais pour l'essentiel, le rôle de gagne-pain était le fait du mari et des enfants³³.

Cette coupure s'explique surtout par des facteurs d'ordre culturel. Bien sûr, matériellement, il aurait été très difficile pour la mère de famille de travailler à l'extérieur, en même temps que de voir aux tâches du foyer, dont elle avait la responsabilité première, sinon unique. À cet égard, il est significatif que les maisonnières des ouvrières (c'est-à-dire qui travaillaient à l'extérieur) chefs de famille ou épouses de chef de famille ne comptaient que 4,32 personnes, alors que la moyenne était de 6,97. Celles qui restaient au foyer avaient plus d'enfants et prenaient des pensionnaires. Mais, justement, pourquoi prendre des pensionnaires plutôt que de travailler à la manufacture? Pourquoi ne pas confier les soins de la maison à l'une des filles aînées? C'est que dans la société patriarcale canadienne-française le principal gagne-pain était censé être le mari. L'enseignement de l'Eglise allait en ce sens. L'épouse elle-même se sentait parfois déshonorée d'être obligée de travailler. On trouve ainsi, parmi les femmes au foyer, de

31. Sur ces questions, voir Hareven, *op. cit.*, p. 180; Early, "The French-Canadian Family...", pp. 184-189; "Mobility Potential...", p. 224.

32. Le ratio femme-homme était de 149 en 1870, de 120 en 1880. Chez les pensionnaires, la proportion de femmes baissa de 3/4 à 2/3 entre les mêmes dates.

33. Voir le témoignage d'Elmire Boucher, dans Jacques Rouillard, *Ah Les Etats! Les travailleurs canadiens-français dans l'industrie textile de la Nouvelle-Angleterre d'après le témoignage des derniers migrants* (Montréal, Boréal Express, 1985), pp. 93-94.

jeunes épouses sans enfant, nouvelles mariées, fières sans doute que leur mari les fasse vivre³⁴.

Pourtant, en dépit de ce patriarcat, la migrante semble avoir acquis une autonomie qu'elle n'avait pas au Québec. Ainsi, même si elle remettait presque tout son salaire à ses parents, la jeune ouvrière éprouvait beaucoup de satisfaction quand elle touchait sa paye mensuelle. Elle était aussi très fière d'avoir appris un métier. De plus, à la manufacture, les jeunes filles développaient une solidarité féminine qui persistait après le mariage et le confinement au foyer³⁵.

En outre, les hommes mariés, comme on l'a vu, travaillaient rarement à la manufacture, mais plutôt comme journaliers, une occupation caractérisée par le chômage et l'insécurité. À Lewiston, plus de la moitié des journaliers canadiens-français furent en chômage une moyenne de 6,6 mois en 1879, une bonne année pourtant: 48 pour cent des maisonnières canadiennes-françaises comprenaient des journaliers et 41 pour cent des chefs de famille appartenaient à cette catégorie professionnelle. Dans ces ménages, les enfants étaient souvent les principaux gagne-pain. Cette marginalisation de la fonction économique d'une grande proportion d'hommes eut sans doute des effets sur les rôles domestiques³⁶.

La famille nucléaire était donc à la base de la communauté canadienne-française. En 1880, presque la moitié des foyers appartenaient à cette catégorie et, sauf pour les maisonnières de pensionnaires (3,5 pour cent), la moitié restante faisaient d'abord partie

34. Certaines de ces jeunes femmes étaient probablement enceintes. Sur l'attitude des femmes et de l'Église envers les rôles domestiques, voir respectivement Evelyne Desruisseaux, dans *Ibid.*, p. 109; Yves Roby, *Histoire des Franco-Américains* (Québec, Septentrion, sous presse). L'expérience des Canadiennes françaises est ici assez semblable à celle des immigrantes irlandaises et polonaises: Jay P. Dolan, *The American Catholic Experience: A History from Colonial Times to the Present* (Garden City, N.Y., Doubleday & Co., 1985), pp. 140, 152.

35. Voir les réflexions de Rouillard, *op. cit.*, p. 47; Hareven, *op. cit.*, p. 117; Madeleine Giguère dans Dyke Hendrickson, *Quiet Presence: Histoires de Franco-Américains en New England* (Portland, Maine, Guy Gannett Publishing Co., 1980), p. 204. Selon une estimation, les filles remettaient 95 pour cent de leur paye à leurs parents, les garçons 83 pour cent: Roby, *op. cit.*

36. L'étude de Stephan Thernstrom, *Poverty and Progress. Social Mobility in a Nineteenth Century City* (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1964), demeure la meilleure analyse de la vie des journaliers au XIXe siècle. Voir aussi Blazon, *loc. cit.*, pp. 140 ss. Les chiffres sur le chômage sont approximatifs. Le recensement manuscrit de 1880 comprend un article "number of months unemployed", mais il est possible que beaucoup de migrants ne répondirent pas à la question. Il faut aussi s'interroger sur la signification précise de la question et des réponses données. Par exemple, les recenseurs comptaient-ils l'expérience prémigratoire des gens comme une période de chômage? Les nombreux ménages où les membres déclaraient avoir été en chômage pendant exactement le même nombre de mois nous porte à le croire. Néanmoins, le recensement permet de jeter un regard sur un problème central dans l'histoire des Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre. Sur la question du chômage, consulter Alexander Keyssar, *Out of Work. The First Century of Unemployment in Massachusetts* (Cambridge University Press, 1986).

de familles nucléaires augmentées de parents ou d'étrangers (tableau 1). Mais, comme nous l'avons mentionné plus haut, l'ampleur de la migration en chaîne dans la constitution du groupe immigrant accrût l'importance du réseau de parenté et de l'institution de la pension, éléments complémentaires de la famille nucléaire. Une analyse de la relation entre la taille de celle-ci et la taille de la maisonnée révèle une surreprésentation importante de parents et de pensionnaires dans les familles nucléaires de trois et quatre personnes, familles où les enfants, trop jeunes pour travailler, constituaient une charge pour les parents, qui compensaient l'insuffisance du revenu familial en partageant leur logement avec des parents ou des pensionnaires. La surreprésentation est beaucoup moins importante chez les familles nucléaires de deux individus, mais son existence témoigne du phénomène de ménage multiple chez les jeunes couples, qui partageaient temporairement un domicile, de la pratique répandue chez les personnes plus âgées de remplacer par de nouveaux membres les enfants partis, et de la présence de veuves dont la situation était précaire. La surreprésentation baisse encore pour les familles de cinq à onze membres. Les très grandes familles, peu fréquentes, sont légèrement sous-représentées, le grand nombre d'enfants permettant le fonctionnement de l'économie familiale et empêchant, pour des raisons physiques évidentes, l'extension du foyer³⁷.

Le tableau 1 montre en outre que les ménages multiples avec parent et les ménages élargis n'étaient pas nombreux à Lewiston. Dans le premier cas, il s'agissait surtout pour les nouveaux venus de s'accommoder en partageant temporairement le foyer d'une famille déjà établie ou dans la même situation qu'eux³⁸. Les ménages élargis étaient constitués surtout par des nouveaux mariés qui résidaient avec les parents d'un des conjoints et des veufs et veuves qui vivaient avec un de leurs enfants. Mais ces foyers étaient l'exception. Ou les ménages étaient nucléaires, ou ils étaient augmentés d'individus non apparentés. Mais, même si les oncles, tantes, cousins et cousines ne résidaient pas dans le même logement, ils étaient voisins de palier ou habitaient à quelques coins de rue, toujours disponibles en cas de besoin. Comme l'écrit Tamara Hareven, "the dominant pattern was one where the nuclear family maintained its boundaries but was engaged in mutual assistance with kin outside the household"³⁹.

Indéniablement, la situation des Canadiens français de Lewiston est précaire. En 1870, aucun des 101 ménages recensés n'a de valeur immobilière et seulement trois d'entre eux déclarent posséder plus de \$300 en "personal estate", c'est-à-dire en biens

37. À Lewiston, les familles nombreuses n'étaient pas rares mais ne constituaient pas la norme. La moitié des 606 familles nucléaires recensées en 1880 comptaient moins de six personnes, père et mère inclus. Quant aux familles de dix et plus, elles ne représentaient que 12 pour cent du total. En moyenne, la famille nucléaire avait 5,68 membres. Naturellement, si l'on ajoutait les enfants hors du foyer et ceux décédés, on obtiendrait un nombre plus élevé.

38. Sur ce phénomène en milieu de colonisation au Québec, consulter Christian Pouyez et al., "La mobilité géographique en milieu rural: le Saguenay, 1852-1861", *Histoire sociale-Social History*, XIV: 27(mai 1981), p. 148.

39. Hareven, *op. cit.*, p. 166. Des enquêtes anthropologiques récentes font ressortir que les pratiques résidentielles ne sont pas un bon indicateur des relations familiales étendues: Steven Mintz, compte rendu de Steven Ruggles, *Prolonged Connections: The Rise of the Extended Family in Nineteenth Century England and America* (Madison, Wisconsin, 1987), *Journal of Social History*, 21:2 (winter 1987), p. 398.

meubles et en économies⁴⁰. Dix ans plus tard, la situation ne s'est guère améliorée, puisqu'on retrouve 90 pour cent de la population sans aucun bien⁴¹. Pour beaucoup de migrants, la ligne entre subsistance et pauvreté est très mince. Le départ d'un fils, la maladie d'une fille, le chômage du mari, pouvaient plonger le ménage dans le besoin. Surtout que la décennie de 1870 en est une en grande partie de dépression et que le chômage fait des ravages. Même lors d'une année de reprise comme 1879, 31 pour cent de la force de travail canadienne-française en est affligée. L'endettement continue aussi de hanter plusieurs familles qui ont investi leur peu d'argent dans le voyage aux "Etats" et qui arrivent complètement démunies dans la ville industrielle. Si elles ont de la parenté ou des amis à Lewiston, elles s'installent provisoirement chez eux, mais si elles ne connaissent personne, elles se rendent chez un marchand qui les fournit de victuailles et de meubles, et qui leur trouve un logement et souvent un emploi. Dès les premiers jours de leur arrivée à Lewiston, des familles sont prises ainsi dans le cycle de l'endettement. Pour s'assurer d'être remboursés, les marchands se font transférer les payes de leurs clients. Par exemple, Frédéric Leduc, qui est endetté de \$50 envers John et Alphonse Auger, leur transféra son salaire pour un an "in consideration that the said John and Alphonzo Auger [...] hereby promise and agree to furnish and provide me (Leduc) with groceries, goods and provisions upon credit from time to time for the use of myself and family as I shall need and require the same to an amount not exceeding in any month the amount of wages herein after assigned...". Les débiteurs sont entraînés en cour municipale, si on peut les trouver. En effet, acculés au pied du mur, plusieurs migrants repartent à la recherche de cieux plus cléments. Selon Gerald Blazon, il y aurait même un groupe de familles qui subsistent en répétant ce scénario de ville en ville⁴².

On ne se surprendra pas que Frédéric Leduc soit un habitué du Bureau des administrateurs de la taxe des pauvres qui, une certaine année, dépense plus de \$100 pour assurer la subsistance de sa famille. On ne devrait pas se surprendre non plus que, comme 60 pour cent des Canadiens français qui bénéficient de la charité publique, Leduc soit un journalier⁴³. Mais ces individus représentent une minorité. Les Canadiens français recourent moins que les autres groupes immigrants à la charité publique. Encore une fois ici, la famille joue un rôle important. Il est rare que tous les membres d'une maisonnée soient sans emploi en même temps et, si cela se produit, le réseau de parenté sert de

40. Même en tenant compte du fait que le recensement n'inclut pas les sommes de moins de \$100 et que les individus aient tendance à ne pas divulguer leurs avoirs, l'impression qui se dégage du groupe canadien-français en est une d'extrême pauvreté.

41. City of Lewiston Records, Assessor's Office, *Valuation Book*, 1880.

42. Blazon, *loc. cit.*, p. 169; Franklin Company Records, *Assignments of Wages*, "Frédéric Leduc à John et Alphonse Auger", 12 décembre 1872. Il est impossible de quantifier ce type d'endettement, mais nous avons relevé plusieurs cas dans les archives des compagnies Franklin et Bates. Les mêmes sources (série *Trustee Writs*) témoignent aussi de poursuites devant les tribunaux.

43. La disparité journalier-ouvrier du textile était très grande et devrait faire l'objet d'une attention particulière de la part des chercheurs. Notamment, on devrait poser la question de la continuité de la condition socio-économique entre le milieu d'origine et le milieu d'accueil. Une famille ou un individu qui était aux limites de la subsistance au Québec demeurerait peut-être marginal en Nouvelle-Angleterre.

soient sans emploi en même temps et, si cela se produit, le réseau de parenté sert de support. De plus en plus, les nouveaux arrivés peuvent compter sur des parents et amis quand ils s'installent à Lewiston. Quant aux vieillards, ils résident souvent avec leurs enfants. Si la situation devient vraiment intenable, les migrants peuvent toujours traverser la frontière. Les Canadiens français ne demandent la charité qu'en dernier ressort et ils font d'abord appel à leur propre communauté avant de se mettre à la charge de la municipalité ⁴⁴.

La pauvreté influait sur tous les aspects de la vie des Canadiens français et limitait leurs choix résidentiels. Pour la grande majorité, acquérir des biens immobiliers était hors de question; 93 pour cent des individus recensés par les évaluateurs municipaux en 1880 étaient locataires ou pensionnaires. Quelques familles, dont le chef était journalier ou travaillait à la manufacture, réussissaient toutefois à acquérir des biens fonciers au prix de grands sacrifices. Mais les 27 propriétaires étaient surtout des hommes d'affaires, des entrepreneurs notamment, ou des ouvriers qualifiés en passe de le devenir.

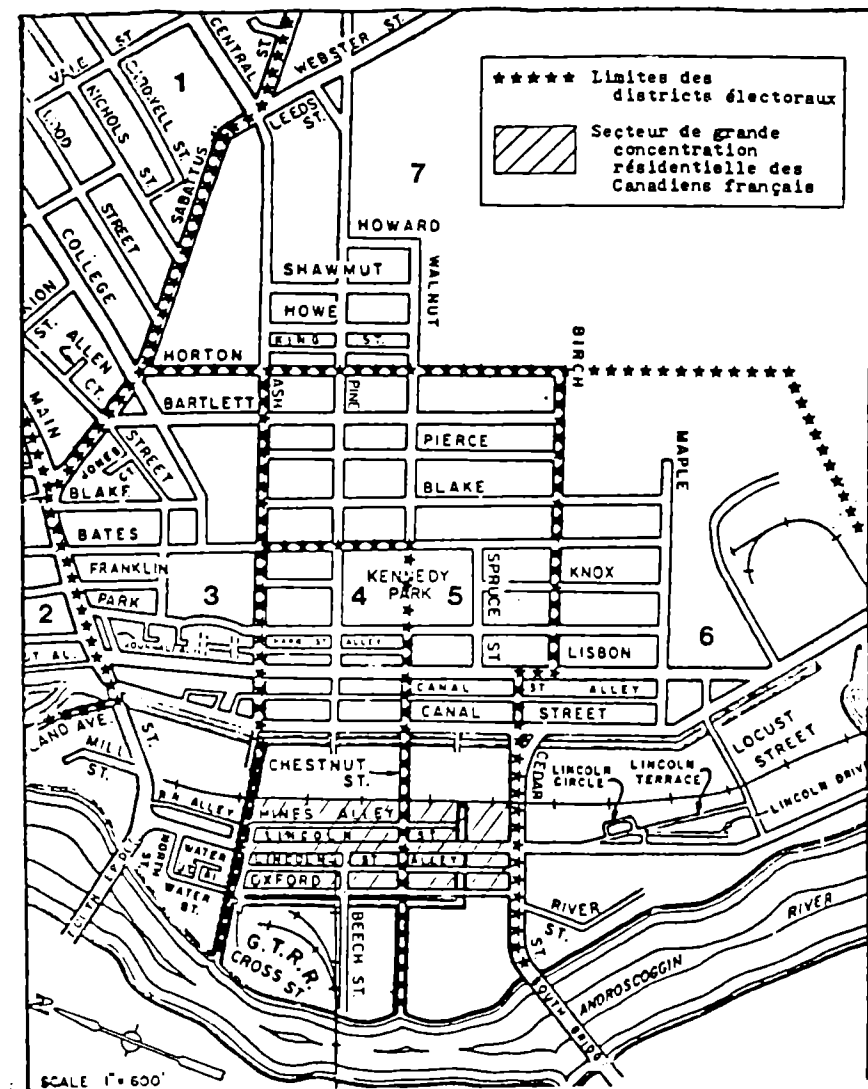
Comme d'autres groupes immigrants en d'autres temps et en d'autres lieux, les Canadiens français étaient concentrés dans la zone industrielle du centre-ville; 76 pour cent des maisonnées canadiennes-françaises étaient en effet situées au sud de la rue Lisbon, près des grandes manufactures de coton (figure 1). Dans un axe est-ouest, 91 pour cent résidaient dans les districts 4 et 5. Mais leur concentration était encore plus grande: 61 pour cent, environ 2,750 personnes, vivaient dans un quadrilatère formé par le chemin de fer et les rues Oxford, Cedar et Ash, sur un territoire de .025 mille carré où la densité était très forte. Par exemple, dans la ruelle Hines, qui ne mesurait pas plus de 800 pieds de long, s'aggloméraient 570 personnes. Toutes les catégories professionnelles étaient représentées dans ce quartier, mais les chômeurs, les journaliers et les ouvriers du textile dominaient⁴⁵.

Le migrant qui résidait dans le bas de la ville vivait dans un quartier mixte composé d'Irlandais et de Canadiens français, mais la probabilité était grande que ses voisins immédiats étaient des compatriotes et que sa vie quotidienne se passait en français. Même chose sur la rue Knox (figure 1) où les Canadiens français constituaient une minorité, la croissance en grappe avait aussi cours, mais les migrants avaient forcément plus de contacts avec les Irlandais et les Yankees.

44. On trouve dans les rapports annuels de la Cité de Lewiston une liste d'individus qui ont reçu l'aide de la municipalité et quelques statistiques sur l'origine ethnique des bénéficiaires. Les problèmes d'identification des noms, souvent anglicisés et fort massacrés, et de variation statistique, nous empêchent de donner des chiffres précis. Mais une constante ressort: le pourcentage des Canadiens français est toujours moindre, par rapport à l'ensemble des pauvres, mais aussi par rapport à leur population totale dans la ville. Cela confirme les conclusions d'autres chercheurs, notamment Hareven, *op. cit.*, pp. 48, 109.

45. Le recensement de 1880 indique le district électoral et la rue où résidaient 531 des 650 maisonnées canadiennes-françaises de Lewiston. Comme nous connaissons les limites des districts, il est possible de localiser les migrants de façon approximative. Nous nous sommes aussi mélangés, institutionnelles et résidentielles: *Bird's Eye View of the City of Lewiston & Auburn*. , lithographie où apparaissent les bâtisses Androscoggin County, Maine, 1875 (reproduction by Pen-Mor Printers, 1976). À noter qu'il n'y a pas encore de quartier appelé "Petit Canada", un développement de la décennie de 1880.

Figure 1
Lewiston vers 1880



Dans le voisinage de compatriotes, souvent apparentés ou originaires de la même localité ou région québécoise, les migrants puisaient la force qui leur permettait d'affronter leur difficile condition. Ville en pleine expansion, Lewiston connaissait, depuis vingt ans, une pénurie chronique de logements, ce qui maintenait les prix à la hausse, et on devait s'accommoder comme on le pouvait, surtout lorsqu'on était sans ressource. La lithographie de 1875 et nos données sur la distribution géographique montrent que toute bâtisse était susceptible de servir de logis, qu'elle fût située dans une ruelle, sur un terrain vague ou le long de la voie ferrée. En général, les immeubles étaient surpeuplés, mal entretenus et malpropres. Faute d'arrosage des rues, la poussière aveuglait les piétons et s'infiltrait partout dans les maisons. La boue, particulièrement au printemps et à l'automne, rendait les rues pratiquement impassables. Dans les "tenements", ces grands immeubles de rapport, les rats faisaient souvent ménage avec les humains. En outre, un système d'égout inadéquat et l'absence de drainage et d'aqueduc rendaient l'air irrespirable et l'eau impropre à la consommation domestique. À l'extérieur, des amas de débris et des carcasses d'animaux ajoutaient à la pollution. Au mieux, les logements étaient propres mais vétustes⁴⁶.

Ces conditions sanitaires, de même que des conditions de travail difficiles et une alimentation déficiente, causaient la maladie. L'hiver, des maladies respiratoires, grippe, tuberculose pulmonaire, diphtérie, faisaient des ravages. L'été, des troubles gastro-intestinaux, diarrhée, dysenterie, fièvre typhoïde, choléra infantum, guettaient constamment les gens, en particulier les enfants. Certaines années étaient particulièrement néfastes. En 1872, les "fièvres" attaquèrent des familles qui perdirent parfois deux ou trois membres. En 1874-75, la méningite cérébro-spinale tua une grande proportion de ceux qui en étaient atteints. En 1879-80, la diphtérie fut fatale pour plusieurs personnes. Mais, heureusement, aucune grande épidémie ne frappa Lewiston entre 1860 et 1880. Même la variole, peut-être la maladie épidémique la plus meurtrière de XIX^e siècle, ne se propagea pas de façon dramatique⁴⁷. Néanmoins, le taux de mortalité était élevé, environ 35,2 0/00 en 1880, et les enfants de dix ans et moins représentaient le tiers des décès⁴⁸.

Tôt, de cette masse ouvrière, émerge un groupe d'hommes qui assument le leadership de la communauté ethnique en formation⁴⁹. Dès 1867, des boutiquiers

46. Les rapports municipaux constituent une bonne source pour saisir les conditions résidentielles et sanitaires, ainsi que leurs conséquences néfastes. Voir en particulier ceux de 1863-64, p. 67; 1865-66, p. 9; 1866-67, p. 59; 1870-71, pp. 11-15, 67-69; 1871-72, p. 93; 1872-73, pp. 7, 79-80, 100; 1873-74, p. 117; 1874-75, pp. 8, 99-105; 1875-76, p. 89; 1876-77, pp. 70-71; 1877-78, pp. 71-72; 1878-79, p. 115; 1879-80, p. 104.

47. Pour une étude sur les épidémies varioliques dans un centre textile de la Nouvelle-Angleterre, voir Martin Tétrault, "Immigration et santé publique: Lowell, Massachusetts, 1865-1890", *Historical Papers/Communications historiques*, (1985), pp. 29-44.

48. Il est difficile d'établir le taux de mortalité des Canadiens français. Les registres paroissiaux d'avant 1880 sont incomplets et inutilisables. Il faut encore se rabattre sur les rapports annuels de la municipalité qui fournissent une liste de décès par nationalité. Celui de 1878-79 a l'avantage de donner des renseignements sur l'âge et le sexe des personnes décédées (p. 97).

49. La proportion d'ouvriers était de 97 pour cent en 1880.

canadiens-français apparaissent dans les comptes du Bureau des administrateurs de la taxe des pauvres. Fournissant aux démunis des provisions, on les retrouve souvent aussi comme créditeurs dans les transferts de paye. Absents du recensement de 1870, leurs fragiles commerces ont sans doute été emportés par la difficulté d'obtenir du crédit et par la pauvreté et la mobilité géographique de leur clientèle. Ils tentent leur chance ailleurs ou redeviennent ouvriers⁵⁰.

D'autres eurent plus de succès. Originaires de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, les parents d'Alphonse Auger tentèrent leur chance à Wotton, en 1856, où ils transplantèrent leurs six enfants. Mais ils y moururent presque de faim et, sans argent, réussirent quand même à émigrer à Biddeford, Maine, quatre ans plus tard. Presque aussitôt arrivé, Alphonse s'installe à Brunswick, où il est fileur de métier en fin pendant deux ou trois ans. Puis, il déménage de nouveau, à Lewiston cette fois, et convainc sa famille de le rejoindre. Après cinq ou six ans à la manufacture, Alphonse s'associe avec un confrère de travail et ouvre une petite épicerie en 1870, investissant \$200. C'est le succès immédiat. Toutes leurs victuailles s'envolent en une journée. Jouissant d'une bonne cote de crédit, l'entreprise grandit et, en 1872, Auger achète la part de son partenaire et s'associe plutôt à un de ses frères. Bientôt, l'épicerie s'installe à proximité de la nouvelle gare du Grand Tronc. En 1880, le commerce est évalué à \$5,000⁵¹.

L'exemple d'Auger est suivi par plusieurs individus qui veulent mettre à profit la migration de milliers de Canadiens français à Lewiston. En 1881, la jeune communauté ethnique compte neuf épiciers, deux marchands de vêtements et tissus, deux marchands de chaussures, deux pharmaciens, deux tenanciers de saloon, un commerçant de meubles, un papetier-libraire et quelques entrepreneurs. La plupart des entreprises sont faiblement capitalisées et quelques-unes font long feu. Mais l'expansion de la colonie immigrante rend les opérations des commerçants de détail moins risquées. L'épicerie de Joseph-Eusèbe Provost ne vaut pas \$500 en 1880, mais l'homme d'affaires est en voie d'établir une des dynasties ethniques les plus prospères de la ville. Le succès de Zéphirin Blouin est plus rapide: son épicerie-boulangerie, ouverte en 1873, dépasse en valeur (\$6,200) celle des frères Auger⁵².

Issus en majorité de familles rurales québécoises, ces hommes d'affaires sont jeunes, dépassant rarement la quarantaine, et les plus prospères résident à Lewiston, ou du moins aux États-Unis, depuis plus longtemps que les autres. Les entrepreneurs ont

50. *Annual Report of the City of Lewiston, 1867-68*, p. 49; *1868-69*, p. 50; *1869-70*, pp. 41-42. Le recensement de 1870 contient les noms de quatre personnes qui ne détiennent pas un emploi manuel. Elles demeurent très proches de la classe ouvrière, n'ayant aucun bien meuble ou immeuble et envoyant leurs enfants à la manufacture. Le nombre de petits commerçants est probablement sous-estimé car, parmi la dizaine d'ouvriers qualifiés présents, certains sont établis à leur compte. La consultation des rapports de l'agence de crédit Dun and Bradstreet nous permettra bientôt d'apporter des précisions sur ce groupe.

51. Auger, *loc. cit.*, pp. 1-11., *Valuation Book, 1880*.

52. La nomenclature des entreprises provient de Carroll D. Wright, *The Canadian French in New England* (Boston, Rand Avery & Co., Printers to the Commonwealth, 1882), pp. 49-50, source plus précise que le recensement. Pour prendre le pouls des commerces, nous avons utilisé le registre d'évaluation municipale.

accumulé de longues années d'expérience dans la construction comme menuisiers et charpentiers. Quant aux commerçants, on peut penser que l'itinéraire d'Alphonse Auger est typique: arrivé jeune et pauvre aux Etats-Unis, il travaille dans les manufactures de coton pendant une dizaine d'années avant d'investir ses économies dans un petit commerce. Certains s'initient sans doute au monde des affaires en occupant des postes de commis chez des marchands yankees ou irlandais. En 1881, une cinquantaine de jeunes migrants s'affairent dans des magasins américains.⁵³

On peut penser que les self-made-men canadiens-français avaient en commun la connaissance de l'anglais, ingrédient essentiel de réussite. Arrivés relativement tôt aux Etats-Unis, ils saisirent rapidement les occasions créées par la migration de milliers de compatriotes unilingues et démunis. Ce n'est pas par hasard que plusieurs commerçants, dont les frères Auger et Zéphirin Blouin, s'installèrent près de la gare du Grand Tronc. Les migrants fraîchement débarqués avaient besoin d'un logement, de meubles, de nourriture, de vêtements, de chaussures et surtout de travail. Les marchands les accueillirent à bras ouverts et les aidèrent à trouver un toit et à entrer à la manufacture. Ils leur faisaient crédit jusqu'à la première paye, crédit qui prenait parfois, comme on l'a vu, la forme d'un transfert de gages. Ainsi croissait au sein de la population canadienne-française un groupe d'individus qui subsistaient et, dans plusieurs cas, prospéraient grâce au "commerce de migration"⁵⁴.

Quelques professionnels s'installèrent à Lewiston avant 1880. Le plus actif et connu fut Louis-Joseph Martel. Fils d'un marchand-fourreur de Saint-Hyacinthe, Martel étudia au séminaire local, puis à l'Ecole de médecine Victoria, à Montréal, où il obtint son diplôme en 1873. Il partit immédiatement pour Lewiston, probablement motivé dans son choix par la présence dans le centre textile de plusieurs migrants de la région de Saint-Hyacinthe, notamment le curé Pierre Hévey. Comme ce dernier, le jeune médecin différerait à plusieurs égards des commerçants canadiens-français de Lewiston. Contrairement à ceux-ci, il provenait d'un milieu petit-bourgeois et avait le prestige conféré par l'éducation. Il apportait aussi dans ses bagages des idées bien arrêtées sur la survivance de la nationalité canadienne-française en Amérique du Nord. Rêvant de faire de Lewiston un des plus beaux centres francophones des Etats-Unis, il fut l'âme fondatrice et dirigeante de plusieurs sociétés et, après 1880, son action dépassa les frontières de la ville et de l'Etat du Maine pour inclure toute la Nouvelle-Angleterre. Contrairement à plusieurs hommes d'affaires aussi, Martel ne s'enrichit pas à Lewiston. Le prestige constituait sa fortune⁵⁵.

Qu'ils soient occupés à bâtir des commerces ou à propager l'idéologie de la survivance, deux activités souvent connexes, les petits-bourgeois canadiens-français

53. Wright, *op. cit.*, p. 50.

54. La formation d'une petite-bourgeoisie immigrante et le "commerce de migration" sont discutés à des degrés divers dans Bodnar, *op. cit.*, pp. 117-143; Blazon, *loc. cit.*, pp. 109-114; Early, "The Rise and Fall...", pp. 31-32; Bruno Ramirez, *Les premiers Italiens de Montréal. L'origine de la Petite Italie du Québec* (Montréal, Boréal Express, 1984), pp. 21, 47.

55. Pour des éléments biographiques, voir *Paroisse Saint-Pierre...; Album-souvenir 1872-1922. Cinquantenaire de l'Institut Jacques-Cartier de Lewiston, Maine* (Lewiston, Comité de l'album-souvenir, 1922), p. 6.

prennent leur distance de la masse ouvrière. Au moins la moitié d'entre eux vivent au nord de la rue Lisbon, dans des quartiers moins congestionnés, où la qualité de la vie est meilleure. L'acquisition de propriétés foncières et la construction de belles maisons témoignent à la masse des migrants de leur prospérité. Les Auger déménagent même de l'autre côté du fleuve, à Auburn, où ne résident pas beaucoup de leurs compatriotes. Immigrants de la première génération, les pratiques culturelles et socio-économiques des entrepreneurs sont encore axées sur la famille. Ils s'attendent à ce que leurs enfants contribuent au revenu familial et, en fait, plusieurs doivent leur succès au travail de leur progéniture. En échange, dans les familles les plus prospères, les enfants profitent du succès familial. Le père les associe au commerce, voyant en eux des successeurs, les place comme commis chez des relations d'affaires ou encore les aide à s'établir à leur compte⁵⁶.

Non seulement les membres des familles petites-bourgeoises savaient-ils lire et écrire, dans une société où la moitié des gens étaient analphabètes, mais encore étaient-ils bilingues. Même l'apôtre de la survivance qu'était le docteur Martel devait en partie son succès à sa maîtrise de l'anglais. Imitateurs souvent inconscients des pratiques et valeurs américaines, ces hommes étaient les premiers à prendre la route de l'acculturation, même quand leur discours vantait les vertus de la survivance de la race. Le prestige de ces individus provenait, en fait, de leur capacité et de leur succès à faire le pont entre le groupe immigrant et la société globale⁵⁷.

Pour la masse des migrants, la présence d'un petit groupe de familles et d'individus qui avaient acquis argent et prestige constituait une preuve concrète que, à force de travail, il était possible de réussir en Nouvelle-Angleterre. Plus. Parce qu'elles empruntaient un style de vie qui, dans l'esprit des migrants, était américain, les élites cautionnaient, sans s'en rendre compte souvent, l'acculturation.

Le leader le plus important de la communauté était le curé. Les premiers Canadiens français de Lewiston avaient d'abord fait leurs devoirs religieux à l'église irlandaise. Mais, comme ailleurs aux États-Unis, ils étaient insatisfaits des traditions qu'ils y trouvèrent et ne prisèrent guère leurs coreligionnaires irlandais qui le leur rendaient bien. En 1869, leur nombre atteignant le millier, les migrants obtinrent une demi-séparation. On leur donna l'usage du sous-sol de l'église et un prêtre bilingue d'origine flamande fut nommé curé de la paroisse, qui comptait maintenant deux congrégations⁵⁸. En juin 1870,

56. Ces conclusions s'appuient sur une banque de données constituée à partir des recensements et de plusieurs d'autres types de sources, banque qui permet de suivre des migrants pendant plusieurs décennies.

57. Pour une discussion de cette problématique, consulter John W. Briggs, *An Italian Passage: Immigrants to Three American Cities, 1890-1930* (New Haven, Yale University Press, 1978), pp. 27 ss.

58. Le meilleur historique de l'évolution religieuse des Canadiens français de Lewiston est celui d'Antonin Plourde, "Les Dominicains à Lewiston", *Le Rosaire*, nos 854-855 (août-septembre 1970), pp. 3-70. Les problèmes rencontrés par les Canadiens français dans les paroisses irlandaises de la Nouvelle-Angleterre sont esquissés dans Roby, *op. cit.*; Michael J. Guignard, *La Foi-La Lanque-La Culture* (s.l., 1982), pp. 101-102; Stewart C. Doty, ed., *The First Franco-Americans. New England Life Histories from the Federal Writers' Project, 1938-1939* (Orono, University of Maine at Orono Press, 1985), p. 31.

l'évêque de Portland accorda aux Canadiens français de Lewiston une paroisse nationale⁵⁹. Mais des problèmes, peut-être d'ordre moral, surgirent entre le jeune pasteur, Edouard Létourneau, et ses paroissiens, et le prêtre repartit au bout de quelques mois.

Plus expérimenté que son prédécesseur, originaire de la région de Saint-Hyacinthe, où il avait fait du ministère, et ayant des connaissances et des parents parmi ses ouailles, Pierre Hévey gagna immédiatement leur confiance et les convainquit facilement d'abandonner la vieille chapelle qui leur servait de lieu de culte pour une église à la mesure de leur foi. Pour pallier à leur manque de ressources, il conçut l'idée d'une banque d'épargne: les prêts des paroissiens serviraient à payer la construction de la bâtisse et l'achat d'un terrain, le tout hypothéqué sur ses biens personnels et sur ceux de quelques paroissiens. Le coût total du projet s'éleva à \$75,000 et l'église ouvrit ses portes en mai 1873. Cet exemple montre bien l'imagination et la débrouillardise qui devaient animer les curés canadiens-français des Etats-Unis, où, contrairement au Québec, aucune législation civile n'assurait aux paroisses des revenus constants. Toutes les contributions étaient volontaires et le pasteur organisait une kyrielle d'activités pour recueillir des fonds: collectes, soupers, soirées, rafles, pique-niques, bazars, etc. Autant ils avaient été revêches à l'église irlandaise, autant les migrants étaient généreux pour les paroisses nationales et pour leurs prêtres. En 1876, en pleine crise économique, les recettes de la paroisse Saint-Pierre dépassaient \$12 000. Et au départ de Hévey, en 1881, il ne restait plus que \$22 000 à payer sur les \$100 000 qui constituaient la dette de l'église⁶⁰.

Dès les premiers temps de son pastorat, Hévey s'appliqua à consolider et parfois à ranimer la foi et la pratique religieuse de ses paroissiens, une pratique qui variait selon les individus, selon les familles et selon leur expérience prémigratoire. Le prêtre participait ainsi au renouveau qui avait cours depuis 1840 dans le monde catholique et qui se traduisait par un encadrement serré des fidèles et par l'instauration d'une culture de piété. Le curé fonda des confréries (Scapulaire, Rosaire, Enfants de Marie, Congrégation de la Vierge) et multiplia neuvaines, processions, litanies et rogations. Lorsqu'il créa officiellement la Confrérie du Rosaire, en mai 1876, 382 paroissiens

59. Une paroisse nationale ne dessert que les catholiques d'une seule nationalité, par opposition à une paroisse territoriale qui encadre tous les catholiques d'une aire donnée, peu importe leur origine ethnique. Le curé d'une paroisse nationale appartient habituellement à la même nationalité que ses ouailles et les services et autres affaires paroissiales sont conduites dans la langue des paroissiens: Roby, "Histoire des Franco-Américains", p. 47.

60. Aux \$75 000 initiaux, s'étaient ajoutés \$25 000 pour compléter la décoration et l'ornement de l'église, et pour acquérir des orgues. L'état financier de la paroisse peut être suivi dans Archives du monastère dominicain de Lewiston, *Comptes*, 1873-1881. Sur la générosité des Canadiens français, voir les réflexions de Hamon, *op. cit.*, p. 89.

s'engagèrent avec lui. Année après année, la pratique dominicale tournait autour de 75 pour cent et la pratique pascale était quasi unanime (99 pour cent)⁶¹.

Outre son rôle spirituel, le curé canadien-français de la Nouvelle-Angleterre était un avocat inconditionnel de la survivance, qui enseigne à ses ouailles les valeurs traditionnelles du Canada français. Dès janvier 1872, Hévey encourageait et participait à la fondation d'une Société Saint-Jean-Baptiste à Lewiston et, tous les ans, lors de la fête du patron des Canadiens français, le prêtre exaltait les vertus de la race. C'était aussi lui qui tenait ses paroissiens au courant des activités des différentes associations⁶².

Le spirituel et le national se combinaient dans la fondation d'une école paroissiale en 1878. Deux ans plus tôt, Rome avait encouragé les évêques américains à créer des écoles dans chaque paroisse. Hévey fit appel aux soeurs de la charité de Saint-Hyacinthe, qui s'occuperaient en outre des pauvres et des malades. L'école ouvrit ses portes le 3 décembre 1878, accueillant 200 enfants. Comme la paroisse, comme les sociétés, comme la presse plus tard, l'école paroissiale enseignait les traditions tout en aidant les migrants à s'adapter à leur nouveau milieu. Mais, vu qu'elle s'adressait à des individus en pleine formation et très influençables, son rôle était encore plus important que les autres institutions. Bien sûr, elle était confessionnelle; elle était aussi bilingue. Pendant la demi-journée française, les enfants faisaient l'apprentissage des matières canadiennes-françaises, telles la religion et l'histoire du Canada. La demi-journée d'anglais était tout aussi importante, avec l'histoire des Etats-Unis, l'arithmétique, la géographie, etc. Importante non seulement pour les enfants, mais aussi pour les parents, qui apprenaient de leur progéniture. Dès le début, Hévey demanda aussi aux religieuses d'offrir des cours du soir aux jeunes adultes pour qu'ils apprennent l'anglais et qu'ils se familiarisent avec les institutions américaines⁶³.

Comme au Québec, le contrôle du clergé n'était pas absolu en Nouvelle-Angleterre. Tout en montrant beaucoup d'estime pour le prêtre, le catholique canadien-français continuait d'afficher une certaine indépendance. A Lewiston, les circonstances entourant le départ de Hévey, à l'automne de 1881, témoignent, semble-t-il, des conflits qui éclataient périodiquement entre le clergé et les fidèles. La santé du pasteur laissait à

61. Sur le renouveau religieux de la seconde moitié du XIXe siècle, voir, pour le Québec, Nive Voisine, "Les valeurs religieuses de l'émigrant québécois (1850-1920)", dans Quintal, *L'émigrant québécois...*, pp. 21-37; René Hardy et Jean Roy, "Encadrement social et mutation de la culture religieuse en Mauricie", *Questions de culture*, vol. 5: *Les régions culturelles*, 1983, pp. 61-78. Pour les Etats-Unis, Dolan, *op. cit.*, pp. 214-220. Outre Plourde, *loc. cit.*, pp. 11-16, on peut observer la situation lewistonaise dans Pères Dominicains, *Paroisse canadienne-française de Lewiston (Maine). Album historique* (Lewiston, Imprimerie du Messenger, 1899), pp. 19, 85-86, et surtout dans Chancery Office of the Diocese of Portland, *Folder Saint-Peter's & Paul, 1876-1900*, "Rapports paroissiaux", 1875-1880; Archives du couvent dominicain de Lewiston, *Livres d'annonces*, 1876-1881.

62. Par exemple, *Annonces*, 27 février, 20 juin 1881.

63. Sur le rôle de l'école paroissiale, voir Gerard J. Brault, *The French-Canadian Heritage in New England* (Hanover, N.H., Kingston et Montreal, University Press of New England et McGill-Queen's University Press, 1986), pp. 74-75. Aussi, Briggs, *op. cit.*, p. 201.

désirer et sa charge de travail, dans une paroisse qui croissait à vue d'oeil, devenait de plus en plus lourde, mais c'est un problème d'ordre financier qui l'incita à partir. En janvier 1881, le lancement d'une souscription pour l'église, où chacun aurait payé de \$1 à \$2, ne rapporta pas les fruits escomptés. Encore plus grave pour le curé, les paroissiens préféraient maintenant déposer leurs économies dans des banques plutôt que de les lui confier, et un mouvement de retrait prit Hévey par surprise. Incapable de rembourser tous les prêteurs, alors qu'il lui restait à éponger une dette de \$22 000, le prêtre fit une crise de neurasthénie et accepta de quitter la paroisse, moyennant une compensation financière et des garanties à l'effet que la dette de l'église serait remboursée et que son oeuvre continuerait notamment au plan des écoles paroissiales⁶⁴.

Très tôt, des conflits de leadership agitérent aussi la communauté canadienne-française. La Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) de Lewiston, fondée à l'instigation de Hévey en 1872, avait pour but de conserver "intactes" la langue, la religion et les traditions des migrants dans leur pays d'adoption, mais elle était avant tout une société de secours mutuel qui aidait ses membres dans le besoin. Le boulanger et marchand Ulric Delisle en était l'âme dirigeante. La société organisa quelques activités, mais des difficultés et dissensions la minaient. Un an après sa fondation, elle ne regroupait qu'une trentaine de membres, et les fonds manquaient. Pour cette raison, elle ne comptait pas envoyer de délégation à la grande fête de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal en 1874. Les dirigeants lancèrent plutôt l'idée d'un pique-nique dans la campagne avoisinante mais, même là, ils furent incapables d'en mener l'organisation à bien. Dans les deux cas, la situation fut sauvée par un groupe de jeunes gens, réunis autour du docteur Martel. Dès son arrivée à Lewiston en 1873, celui-ci avait fondé un cercle dramatique qui élargit bientôt ses activités à une société littéraire et d'instruction mutuelle, qui prit le nom d'Institut Jacques-Cartier (IJC)⁶⁵.

Après maintes concessions de part et d'autre, les deux sociétés rivales s'unirent en 1875. En fait, il est plus juste de parler d'absorption de la SSJB par l'IJC. Ce dernier donna en effet son nom à l'organisation, apparemment parce qu'il avait seul des insignes. Bien que les règlements de la SSJB aient été adoptés presque en entier, le secours mutuel ne semble pas avoir été une préoccupation majeure de la société renouvelée, qui élut Martel à la présidence. C'étaient les activités culturelles et nationales qui dominaient la nouvelle organisation. Entre les deux groupes, la lutte avait été inégale. La SSJB était plus proche de la classe ouvrière et gardait un équilibre entre ses buts nationaux et de secours mutuel, mais elle faisait montre d'inefficacité, à cause sans doute de l'instabilité résidentielle et du manque de ressources financières de ses chefs. De son côté, l'IJC du début était composé en grande majorité (8 sur 10) de membres de la petite-bourgeoisie et de commis qui avaient comme armes la jeunesse, tous ayant moins de trente ans, et le prestige professionnel du docteur Martel, mieux nantis et sans doute plus instruits que

64. *Announces*, 12 juin, 28 août 1881; Charlotte Michaud et Adelard Janelle, "Lewiston's Franco-Americans. Their Origins and Early History", *Historic Lewiston: Franco-American Origins* (Auburn, Lewiston Historical Commission, 1974), p. 14.

65. *Album-Souvenir...*, pp. 3-7; *Programme-souvenir 1872-1947. La célébration du 75e anniversaire de l'Institut Jacques-Cartier de Lewiston, Maine. Fondé le 12 janvier 1872* (Lewiston, 1947).

leurs rivaux, ils ne semblent pas avoir été très intéressés par le sort de leurs compatriotes ouvriers, sauf pour s'assurer que ceux-ci continueraient d'adhérer aux canons de la survivance culturelle⁶⁶.

Aux environs de la fête de la Saint-Jean-Baptiste de 1879, 37 hommes fondèrent un chapitre de l'Union Saint-Joseph, une société de secours mutuel qui avait vu le jour à Montréal au milieu du siècle. Le préambule et les buts de l'organisation ressemblaient beaucoup à ceux de la SSJB sept ans plus tôt. Ce n'est guère surprenant, puisqu'on retrouvait Ulric Delisle et peut-être d'autres membres de la société défunte dans le conseil d'administration de l'Union. En fait, celle-ci était probablement mise sur pied en réaction à l'IJC. Il est remarquable, qu'à une exception près, il n'y ait pas eu échange de dirigeants entre les deux groupes, comme c'était habituellement le cas dans les petites villes du XIX^e siècle. Le conseil d'administration de l'Union provenait de la même couche sociale que celui de l'Institut. Un médecin assumait la présidence et des marchands et commis comblaient les autres postes. Cependant, un journalier y siégeait aussi⁶⁷.

En 1880, la colonie canadienne-française comptait donc deux sociétés nationales, qui avaient chacune 150 membres. L'Union Saint-Joseph mettait l'emphase sur le secours mutuel, alors que l'IJC était le porte-parole de la petite-bourgeoisie nationaliste. Cette dernière association représentait Lewiston à une grande fête patriotique tenue à Québec en 1880. Cette année-là, le groupe de Martel fonda *Le Messager*, un hebdomadaire dont la devise était "Religion et Nationalité" et qui transmettait à ses lecteurs l'idéologie de la survivance. Pour sauvegarder les intérêts des Canadiens français, le journal prônait la naturalisation et les élites fondèrent le Club national dans le but spécifique de l'encourager et de débattre des questions politiques. En 1880 aussi, pour la première fois, un Canadien français accéda au conseil municipal⁶⁸.

Diverse et divisée, la petite-bourgeoisie joua un rôle central dans la formation de la communauté canadienne-française. C'est sous son égide que des institutions ethniques virent le jour. C'est elle qui se fit l'intermédiaire entre le groupe immigrant et la société globale. S'appuyant sur le sentiment religieux et national profond des ouvriers, les élites présidèrent à la construction d'une église, à l'ouverture d'une école, à la fondation de sociétés et au lancement d'un journal. Elles incitèrent leurs compatriotes à devenir citoyens et à participer à la vie politique de leur pays d'adoption. Malgré l'instabilité chronique de la population, Hévey, Martel et leurs associés donnèrent à la communauté

66. Malheureusement, des membres de la SSJB, nous ne connaissons qu'Ulric Delisle. Nos considérations sur les fondateurs de l'IJC proviennent des biographies de dix d'entre eux, biographies constituées à partir du recensement de 1880 et de notre banque de données. Pour une comparaison avec d'autres groupes immigrants, notamment les Juifs de Portland, consulter Bodnar, *op. cit.*, pp. 124-130.

67. Banque de données; Donat-B. Boivert, "1879: Rapatriement ou naturalisation", *L'Unité*, 7: 3 (juillet-août 1974), pp. 10-11.

68. *Programme souvenir...*; Wright, *op. cit.*, pp. 49-50; Boisvert, *loc. cit.*, p. 10; Paul Paré, "Les vingt premières années du *Messager* de Lewiston, Maine", dans Claire Quintal, *Le journalisme de langue française aux États-Unis* (Québec, Le Conseil de la vie française en Amérique, 1984), p. 82; City of Lewiston Records, City Clerk's Office, *Record*, 1er mars 1880.

LA GENÈSE D'UNE COMMUNAUTÉ CANADIENNE-FRANÇAISE

des bases solides. Après seulement dix ans de migration massive, les Canadiens français s'étaient donné un réseau institutionnel complet, avaient vu un des leurs devenir conseiller municipal et avaient obligé les Yankees à les considérer comme un élément permanent du paysage social de Lewiston. Ces réalisations contribuèrent à la stabilisation de la population et à la transformation des migrants en immigrants, un processus qui ne prendrait toute sa force que dans les deux dernières décennies du XIX^e siècle⁶⁹.

Tableau 1
Structure des ménages des Canadiens français de Lewiston, 1870-1880

	1870 %	1880 %
ménages nucléaires	74,5	47,9
ménages élargis	1	8,6
ménages multiples	7,9	
ménages multiples (avec parent)		14
ménages multiples (sans parent)		32,9
pensionnaires	16,6	3,5
Total	100	106,9

SOURCE: *U.S. Manuscript Census of Population, 1870, 1880*. Le total de 1880 dépasse 100 parce que des ménages appartiennent à plus d'une catégorie.

69. Pour l'histoire ultérieure des Canadiens français de Lewiston, nous renvoyons le lecteur à nos articles: "Understanding the French Canadians of Lewiston, 1860-1900: An Alternate Framework", *Maine Historical Society Quarterly*, 25: 4 (Spring, 1986), pp. 198-229; "Lewiston's Ethnic Majority: The Francos", *Bates. The Alumni Magazine*, 86th ser.: 4 (May 1988), pp. 3-9.